

<https://www.pressegauche.org/Le-President-d-extreme-droite-bresilien-sous-accusation-de-crimes-contre-l>



Le Président d'extrême-droite brésilien sous accusation de crimes contre l'humanité

- International - Amérique centrale et du sud -



Date de mise en ligne : mardi 11 mai 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Éviter toute responsabilité, attirer l'attention en commettant des outrages, se faire réélire - telle a été depuis des décennies la sainte trinité de la carrière politique du Président brésilien Jair Bolsonaro. Au cours de l'année écoulée, ce personnage d'extrême droite de 66 ans a atteint de nouveaux sommets d'outrage. Mais les deux autres piliers de sa stratégie semblent maintenant vaciller.

1er mai 2021 | tiré de *The Intercept*

La crise du Covid-19 au Brésil reste l'une des pires au monde. Et une crise économique brutale a plongé des millions dans la pauvreté. Les sondages d'opinion montrent pour la première fois de manière constante qu'une majorité de Brésiliens et de Brésiliennes désapprouvent désormais Bolsonaro.

Jusqu'à présent, il s'est avéré apte à coopter les institutions publiques et à éviter toute responsabilité par moyen de menaces, de promesses, de négociations en coulisses, ou en plaçant des loyalistes à des postes officiels. Mais lorsque le Sénat brésilien a lancé une nouvelle enquête sur sa gestion de la pandémie, les alliés du président ont été incapables de la bloquer. Le panel s'est réuni pour la première fois, et ses membres s'attendent à ce que l'enquête produise des preuves de méfaits qui permettront sa destitution.

« C'est une véritable tragédie sanitaire, économique et politique, et la responsabilité principale incombe au Président »

La commission semble prête pour une enquête sérieuse sur la réponse aux coronavirus. « C'est une véritable tragédie sanitaire, économique et politique, et la principale responsabilité incombe au président », a déclaré le sénateur Humberto Costa, membre de l'opposition et qui fait partie de la commission. Costa, un ancien Ministre de la Santé, a déclaré à *The Intercept* qu'il pensait qu'il y avait suffisamment de preuves pour conclure que Bolsonaro avait commis des « crimes contre l'humanité », une accusation que d'autres analystes ont également prononcée.

Avec les élections présidentielles d'octobre 2022 qui se profilent déjà, la situation peut empirer pour cet homme qui a passé des années en tant que force indomptable dans la vie politique brésilienne. Bolsonaro n'a eu jusqu'ici à affronter le politicien le plus populaire du Brésil, l'ancien président Lula, l'un des fondateurs du Parti des travailleurs et travailleuses, qui s'est vu interdire de se présenter en 2018, mais qui est à nouveau éligible et prend présentement de l'ampleur.

Alors que la saison électorale s'approche, tout est possible. L'avenir du président dépendra de sa capacité à maintenir ses alliances. Il pourrait enfin être tenu pour responsable, soit par le Congrès, soit aux urnes, pour sa gestion criminelle de la réponse au Covid-19, qui a tué plus de 400 000 Brésiliens et de Brésiliennes.

Des oligarques du beau temps

Chaque président depuis la fin de la dictature militaire en 1985, quelle que soit son idéologie, a compté sur le soutien des partis « Centrão » au Congrès. Le mot signifie littéralement, « le grand centre ». Il décrit plus précisément un bloc politique qui représente les intérêts du grand capital brésilien. Le Centrão joue le rôle à la fois de faiseur de rois et de tueur de rois. Le soutien des députés de ses partis fournit les votes nécessaires à l'adoption de législation. Il a également été au centre de toutes les procédures de destitutions de l'histoire moderne

du Brésil. Gagner ce bloc de son côté demande de faire des dépenses qui leur sont avantageuses, de leur attribuer des nominations politiques influentes et, par-dessus tout, de protéger les intérêts économiques du grand capital.

Arrivé au pouvoir grâce à une plate-forme anti-corruption, Bolsonaro a dénoncé l'influence du Centrão, promettant de ne pas jouer son jeu. Mais lorsque la coalition d'extrême droite avec laquelle il a pris le pouvoir s'est effondrée en raison de luttes intestines, Bolsonaro a été contraint à embrasser le Centrão.

Le soutien de ce bloc politique dans les récentes élections législatives a coûté énormément aux classes populaires : des milliards de dollars d'amendements au budget, qui ont entraîné des coupes considérables dans les dépenses en développement, en santé, et en éducation. Ce transfert d'argent a laissé peu pour les besoins pressants, pour des circonstances imprévues et des crises futures. Mais cet arrangement peut s'avérer très important pour Bolsonaro, plaçant ces membres du Congrès dans son coin afin de bloquer une éventuelle procédure de destitution ou d'autres enquêtes. Le soutien du Congrès pour Bolsonaro et ses nominations loyalistes a déjà bloqué tout progrès contre de multiples scandales de corruption dans lesquelles le président et sa famille sont impliqués.

Le soutien du Centrão a également signifié que la gestion de la pandémie par Bolsonaro n'a pas été sérieusement remise en question jusqu'ici par le Congrès. Mais avec l'accumulation de scandales, cela pourrait changer. La loyauté de ce bloc peut être inconstante, et les nouvelles limites de dépenses imposées par la Constitution signifient que les options de Bolsonaro pour acheter sa fidélité seront cette année extrêmement limitées. Et si les perspectives politiques de Bolsonaro deviennent trop sombres avant les élections de 2022, aucun prix ne satisfera le Centrão, qui l'abandonnera à la recherche d'un autre candidat gagnant. Certains des partis politiques qui font partie de ce bloc lâche l'ont déjà abandonné.

Le congrès enquête

Les leaders du Congrès qui sont alliés à Bolsonaro ont bloqué les audiences sur la gestion de la pandémie pendant plus d'un an, faisant fi des preuves accablantes de ses conséquences catastrophiques. Même s'il avait déjà les signatures nécessaires, la commission sénatoriale, qui a débuté mardi, l'a fait seulement après la décision de la Cour suprême qui a forcé la question. Bolsonaro était furieux de cette décision et a ouvertement dénoncé le juge responsable de cette décision.

Les médias brésiliens ont déjà révélé une série de scandales liés à la gestion de la pandémie par le gouvernement, ce qui fournira au panel beaucoup de matière à examiner. Des pouvoirs d'enquête supplémentaires promettent de fournir encore plus de preuves publiques de la gestion criminelles de la crise par Bolsonaro. Une étude détaillée de la réponse du gouvernement à Covid-19 par l'Université de São Paulo et le groupe de défense des droits de l'homme Conectas a révélé que l'administration Bolsonaro avait mis en oeuvre une « stratégie institutionnelle pour propager le virus » que les auteurs ont qualifié d'« intentionnelle ».

De nombreuses voix influentes, y compris le Ministre de la Cour suprême, Gilmar Mendes, ont qualifié les actions du gouvernement de « génocide » depuis le début de la crise. Ce mois-ci, le Barreau brésilien a fait valoir que Bolsonaro commettait des « crimes contre l'humanité ». Une affaire similaire a été soumise à la Cour pénale internationale en juillet dernier par une coalition de groupes représentant plus d'un million de professionnels de la santé. Le comité sénatorial, qui examinera les preuves qui ont conduit les experts à tirer ces conclusions, a le pouvoir d'assigner des témoins et de découvrir des documents officiels.

« Le gouvernement a décidé que la meilleure façon de surmonter la pandémie était de permettre au plus grand nombre de personnes possible d'être contaminées,

sans tenir compte des dommages que cela causerait. »

Bolsonaro a fait à peu près tout ce qui était en son pouvoir pour aider le coronavirus à tuer autant de Brésiliens que possible. En tant que président, il a fortement découragé l'utilisation du masque ; il a refusé des offres des fabricants de vaccins ; il a lutté contre les verrouillages ; il a retenu les fonds fédéraux pour lutter contre le virus ; il a promu activement des traitements inefficaces avec des effets secondaires dangereux ; et il a réduit le financement de la science et de la santé. Reculé dans un coin, il a suggéré à plusieurs reprises qu'il pourrait utiliser l'armée pour imposer la loi martiale - ou même entreprendre un coup d'État, s'il était poussé trop loin.

« Le rôle de la commission est d'éclairer toutes les zones sombres de la lutte contre la pandémie », a déclaré mardi le sénateur Renan Calheiros, après avoir été élu rapporteur de la commission. Le spectre de cette commission, a déclaré Calheiros, « a déjà accéléré au cours des derniers jours une série de mesures administratives qui avaient été gelées ».

Le Brésil, qui est à la traîne en matière de vaccinations, a subi plus de 400,000 décès liés aux coronavirus, l'un des taux les plus élevés au monde, et est devenu un paria international, ainsi qu'un terreau de choix pour de nouvelles variantes de la maladie. L'effondrement du système de soins de santé et le débordement des cimetières ont fait la une des journaux mondiaux et ont répandu la dévastation en Amérique du Sud. Démêler les qui, quoi et pourquoi ne sera pas une tâche facile, d'autant plus que les alliés du président s'emploieront à bloquer l'enquête à chaque instant.

Il sera particulièrement intéressant de révéler pourquoi le Brésil a ignoré ou rejeté les offres initiales de se procurer des millions de doses de vaccins à au moins onze occasions distinctes, ainsi que la mesure dans laquelle l'échec du Brésil à lutter contre la maladie est dû à une politique délibérée, ou à une incompétence administrative et à une déraison idéologique.

Le sénateur Costa affirme que Bolsonaro a délibérément agi pour propager le virus. « Le gouvernement a décidé que la meilleure façon de surmonter la pandémie était de permettre au plus grand nombre de personnes possible d'être contaminées et de générer ainsi ce que l'on appelle une « immunité naturelle contre l'infection », cela sans tenir compte des dommages que cela causerait », a-t-il déclaré. Il a également attribué certaines décisions à « la vision grossière et intellectuellement limitée de Bolsonaro et de son gouvernement », mélangée à des croyances idéologiques d'extrême droite. Costa estime que le panel conclura que des infractions qui méritent la destitution ont été commises par Bolsonaro. Mais il est sceptique que cela l'entraînera réellement. « Avec le soutien du Centrão dont il dispose aujourd'hui, il a les chiffres pour bloquer sa destitution. »

La pauvreté et la faim

Depuis les premiers jours de la pandémie, Bolsonaro a publiquement justifié son rejet des confinements et d'autres mesures de protection contre le Covid-19 en citant l'importance de soutenir l'économie. Il a résisté aux versements directs d'aide à la population au nom de la réduction des dépenses publiques et il a encouragé le pays à vivre sa vie comme d'habitude. Le président a lui-même régulièrement fait des apparitions sans masque dans les supermarchés et lors des rassemblements publics pour donner l'exemple.

Alors que d'autres dirigeants mondiaux, dirigeantes mondiales, qui ont adopté des approches cavalières similaires ont simultanément poursuivi l'achat de vaccins et ont pivoté lorsque l'expérience mondiale a démontré que la sécurité contre l'économie était une fausse dichotomie, Bolsonaro a refusé de s'adapter aux faits.

Sans surprise, l'économie brésilienne a faibli. Le taux de chômage officiel est maintenant un record de 14,2%, et il

est probablement beaucoup plus élevé en réalité. Le real brésilien a été la troisième devise la moins performante au monde l'année dernière, les investissements étrangers ayant fui le pays, et les industries se sont arrêtées. De nouvelles données suggèrent que 11 millions de Brésiliens et de Brésiliennes ont franchi la ligne de l'extrême pauvreté depuis le début de la pandémie, soit une augmentation de 45%, tandis que le pays a simultanément frappé dix nouveaux milliardaires. Dans un effort pour cacher la véritable ampleur du carnage économique, le gouvernement a récemment coupé 98% du financement du recensement national prévu pour cette année, qui pourrait être annulé en conséquence.

Le mois dernier, plus de 1500 chefs d'entreprise et d'économistes ont signé une lettre ouverte à Bolsonaro, l'implorant de prendre des mesures efficaces pour contenir le virus, y compris des dépenses sociales. Cependant leur lettre ne critique pas directement Bolsonaro : comme l'a noté Alexander Busch dans une colonne de Deutsche Welle Brasil, 40% de l'économie dépend des dépenses publiques, et les chefs d'entreprise hésitent généralement à croiser publiquement le fer avec le Président qui tient les cordons de la bourse.

En même temps, nombre des capitaines d'industrie les plus influent.e.s du Brésil voient encore une opportunité dans la crise actuelle et sont impatient.e.s d'apporter leur soutien public à Bolsonaro. Le mois dernier, des personnalités du secteur bancaire brésilien et une association industrielle influente ont applaudi Bolsonaro et les hauts fonctionnaires, alors qu'ils et elles sirotaient Dom Pérignon ensemble lors d'un dîner privé. Les chefs d'entreprise ont promis de continuer à soutenir le Président assiégé, s'il voulait faire avancer les réformes économiques néolibérales promises sous le Ministre de l'Économie Paulo Guedes, ancien dirigeant de banque et ancien conseiller du dictateur de droite chilien Augusto Pinochet.

Malgré leur affinité idéologique pour Bolsonaro, ces titans de l'industrie ont connu les plus grandes années de croissance économique du pays pendant la présidence Lula, qui a poursuivi une voie économique plus inclusive vers la croissance. Lula courtise activement les chefs d'entreprise, qui sont probablement de plus en plus nostalgiques des années dorées, tout comme les citoyen.ne.s ordinaires. Bolsonaro a vu sa désapprobation par la majorité dans plusieurs sondages d'opinion publique pour la première fois de sa présidence. Lula, en comparaison, est à nouveau l'espoir présidentiel le plus populaire du Brésil.

Si les institutions politiques brésiliennes ne parviennent pas à extraire une quelconque forme de responsabilité de Bolsonaro, ce sera probablement à Lula de sauver par les urnes la nation de Bolsonaro. L'ancien président était en tête des élections de 2018, mais a été rendu inéligible par des condamnations pour corruption qui ont été récemment annulées par la Cour suprême, rétablissant ses droits politiques. Ces dernières semaines, Lula a plaidé pour un troisième mandat présidentiel en promettant une vision radicalement différente de l'économie et de Covid-19 et en promettant un retour à la raison et à la normalité à une nation fatiguée et abattue par plus de deux ans de Bolsonaro.

(Pourtant Lula a refusé jusqu'ici toute analyse critique de ses propres années à la présidence, qui ont permis l'avènement au pouvoir d'un personnage proto-fasciste comme Bolsonaro. Note du traducteur.)